

DECLARATION

LA COMMISSION EXÉCUTIVE DE L'UD FO 91 réunie ce jour, lundi 06 janvier 2025, constate qu'un nouveau gouvernement a été constitué.

Sans surprise, les premières annonces des ministres ainsi que la politique mise en œuvre démontrent que nous sommes toujours dans la continuité de la politique menée par les gouvernements précédents.

Dès 2022, **L'UD FO 91 DÉNONÇAIT LES EXPÉRIMENTATIONS POUR LA MISE EN PLACE DE TRAVAILLEURS « ALLOCATAIRES »** pour les mettre en concurrence avec les travailleurs salariés...

L'un des plus grands défenseurs de ce projet, François DUROVRAY, Président du Conseil Départemental de l'Essonne, prétendait qu'obliger les bénéficiaires du RSA permettrait de **« maîtriser les dépenses sociales, accrues pendant la crise sanitaire, et qui pèsent lourdement sur nos budgets, afin de préserver nos marges d'actions et d'investissements »**.

Depuis le 1^{er} janvier 2025, cette expérimentation est généralisée et obligatoire.

Dès 2018, **L'UD FO 91 CONDAMNAIT LE PROJET DE RETRAITE PAR POINTS !**

Avec l'URIF FO, FER DE LANCE de la mobilisation dans l'opposition à cette contre-réforme Macron – Philippe – Delevoye, l'UD FO 91 a mis tous les moyens en place pour résister (Tracts, manifestations, réunions...).

Et grâce à cette résistance les gouvernements successifs ont reculé !

Ce début d'année est marqué par des annonces sur le dossier des retraites ouvert à nouveau, pas pour l'abrogation de la loi Macron – Borne, mais pour relancer la retraite par points, réforme soutenue par la CFDT.

Le Gouvernement Bayrou s'inscrit vraiment dans la continuité : il est missionné uniquement pour maintenir le cap des contre-réformes et du saccage de nos droits !

Certains politiques annonçaient que sans gouvernement, le pays était paralysé.

Pourtant, sans budget 2025 de la Sécu, la direction de la CPAM de l'Essonne a fermé le 2^{ème} centre dentaire. Après celui de Juvisy, c'est donc au tour de Corbeil. En parallèle, tombait l'annonce de la disparition des services médicaux de la Sécurité Sociale, une « transformation » de gestion « santé » en une gestion de service financière.

D'autres annonces démontrent la volonté des gouvernements successifs et de parlementaires de détruire la Sécurité Sociale et par conséquent, en confiant les droits des assurés aux mutuelles et assurances.



Pour accompagner toutes ces attaques contre les travailleurs, une campagne de dénigrement a favorisé la mise en place de nouvelles structures pour leur flicage, comme FRANCE TRAVAIL en lieu et place de Pôle Emploi.

Cette nouvelle structure a pour mission de chasser de prétendument fraudeurs salariés qui seraient eux responsables de tous les maux.

A contrario, **l'UD FO 91 DÉNONCE LA DIMINUTION DRASTIQUE DE TOUS LES MOYENS DE CONTRÔLE DES ENTREPRISES** sur la fraude des patrons à la TVA et sur leurs fraudes fiscales et leurs prétendument « optimisations fiscales », sur leurs fraudes aux cotisations sociales, quant au non-respect du droit du travail et des déclarations d'accidents du travail.

L'UD FO 91 DÉNONCE LE DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT DE TOUTES SES MISSIONS DE CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA LOI sur l'ensemble du territoire national. Pour y arriver, la majorité des postes de contrôles d'effectifs à la DGFIP, aux URSSAF, aux inspections du travail et dans tous les services de l'État sont diminués voire parfois supprimés !

La démonstration est faite, ce sont des gouvernements de classe qui ont choisi leur camp et ça n'est pas le nôtre.

Rappelons-nous, « Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons. » dixit Warren Buffett (milliardaire américain).

En France, nous constatons que la paupérisation est galopante et en même temps « En cinq ans de Macron, les milliardaires français ont vu leur patrimoine multiplié par trois. » et « La France compte 147 milliardaires en 2024, contre 67 il y a dix ans ».

Dans tous les secteurs les mauvais coups tombent. La désindustrialisation continue, les services publics se font dépecer comme l'école publique, gratuite et laïque, au bénéfice de l'école privée, comme ils l'ont fait avec l'hôpital public.

Nous ne défendons pas l'intérêt général mais l'intérêt particulier des travailleurs.

Comme militants syndicalistes, nous savons que seul le respect du mandat permet aux salariés de se défendre contre les patrons et le gouvernement. Cela a été le cas lors de la bataille contre la réforme des retraites et c'est le cas dans les grèves qui sont menées actuellement par les salariés avec leurs syndicats.

C'est la raison pour laquelle nous n'intégrons pas « Dialogue Essonne », association Capital-Travail et nous nous opposons à toute alliance contre nature avec le patronat.

La « collaboration de classe » n'est pas dans notre ADN.

FO, LIBRE ET INDEPENDANT

Votée à l'unanimité